

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : LE MASSACRE CONTINUE

Tours, le 13 janvier 2012

La DGFIP vient d'annoncer, qu'en 2012, 2438 emplois seraient supprimés au niveau national dont 22 en Indre-Et-Loire (- 1A, + 4B, - 25 C).

Au plan local, les 22 suppressions se décomposent comme suit :

	Suppressions	Requalification	Solde
Cadre C	- 25	0	- 25
Cadre B	- 4	+ 8	+ 4
Cadre A	- 3	+ 2	- 1
Total	- 32	+ 10	-22

Au niveau national, le tableau récapitulatif des évolutions d'emplois par cadre.

	Nombre d'agents à la DGFIP			
	2002	2010	Evolution	Evolution en %
Cadre A et A+	30 507	32 286	1 779 (dont 901 A+ au minimum)	+ 5,83 %
Cadre B	44 366	46 140	1 774	+ 4,00 %
Cadre C	66 542	43 503	- 23 039	-34,62 %
Total	141 415	121 929	- 19 486	- 13,78 %

Que ce soit au niveau départemental ou au niveau national, c'est la catégorie C qui paie le tribut des suppressions de postes. C'est une triple peine qui s'abat sur ces agents, car à l'**accumulation de charges de travail supplémentaire** il faut rajouter une dégradation considérable du mouvement des mutations et une perte du pouvoir d'achat qui s'accélère. C'est en premier lieu une politique du chiffre, le désormais célèbre non-remplacement de 2 fonctionnaires sur 3 à la DGFIP qui est devenue le totem d'une fausse rigueur.

En 2011 la suppression de 2600 postes rapportera à l'état une économie de 122 millions d'€ par an. L'état devait reverser 50% de cette somme sous forme de prime ou autres aux agents de la DGFIP. Si on faisait un reversement équitable entre tous les agents sans tenir compte du grade le montant de notre prime de rendement devrait donc augmenter d'environ 500 €/an à chaque fois qu'on supprime 2600 postes. On sait que c'est loin d'être le cas pour les inspecteurs alors ne parlons même pas des B et des C.

Nous avons tous déjà perdu plus de 10% de pouvoir d'achat à grade égal en 10 ans et cette dégradation va s'accélérer avec le **gel du point d'indice** et l'inflation qui pointe de nouveau son nez.

Les effets de cette politique conduisent à une précarisation des salariés, à la montée du chômage, en particulier chez les jeunes, les femmes et les seniors et à une baisse généralisée du pouvoir d'achat des ménages depuis 2007.

L'austérité n'est donc pas la solution mais une spirale infernale qui mène à la récession.

Pour la CGT, l'augmentation des salaires et pensions est une urgence sociale pour sortir de la crise.

+ de salaire = + de consommation = + de relance = + d'emplois = + de recettes sociales et fiscales

Les richesses créées dans le travail doivent revenir aux salariés et c'est possible :

<p>170 milliards de trésorerie des groupes du CAC40 ; 172 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises en 2010 ; 11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007 ; 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières ; 36 milliards de dividendes en 2009 et 40 milliards en 2010 aux actionnaires du CAC 40.</p>
--

Les milliards d'euros en jeu sont des sommes importantes, mais ils sont l'addition de dizaines, centaines, milliers d'euros sur lesquels nous pouvons intervenir au quotidien dans chaque entreprise sur l'emploi et les salaires.

Travailler plus pour gagner moins, c'est non !

Le 1er décembre à Toulon, N. Sarkozy semble prendre comme acquis l'acceptation par les salariés des mesures de rigueur imposées puisqu'il leur demande à nouveau des efforts, en indiquant « il vaut mieux travailler plus que de gagner moins ».

Les suppressions au niveau local

Le tableau ci-dessous récapitule les postes supprimés dans le projet de la direction au 1er septembre 2012.

Ce projet sera discuté le 19 janvier 2012 au CTL mais on connaît déjà la réponse de la direction qui invoquera les directives gouvernementales en guise de paravent

Il faut savoir que la DGFIP ne cherche même plus à justifier les suppressions uniquement par des gains de productivité dont les effets se limitent, de l'aveu même de M. Parini, à 25 % du total des suppressions engagées .

Structures	Cadre A		Cadre B		Cadre C	
	+	-	+	-	+	-
Site d'Amboise						
SIE			+ 2			- 2
Site de Chinon						
SIE						- 1
SIP			+ 1			- 1
FI		- 1				
CDIF						- 1
Trésorerie			+ 1			- 1
Site de Loches						
SIP	+ 1		+ 1			- 1
Trésorerie			+ 1			- 1
Site de Tours						
CDIF			+ 1			- 1
SIP Tours Est				- 1		
SIP Tours Ouest				- 1		- 1
SIP Tours Nord				- 1		
SIP Tours Sud				- 1		
FI Tours Est						- 1
SIE Tours Est						- 1
SIE Tours Nord						- 1
SIE Tours Ouest				- 1		
Pôle CE		- 1				
Direction						
Dont direction						- 4 (dont 1 agent service technique)
Dont CGR			+ 1			- 1
Trésoreries						
CHU						- 2
Tours Municipale			+ 1			- 2
Vouvray						- 1
Tours Banlieue Ouest						- 1
Azay-Le-Rideau						- 1
Total		- 1		+ 4		- 25

Tous ensemble, obligeons la direction à entendre nos **revendications et notre refus des suppressions d'emplois qui brisent les services et nos conditions de vie au travail.**